

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 21 au 27 février 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Economie

Le Produit Intérieur Brut (PIB) a crû de 2% en 2018, selon les chiffres définitifs, représentant la troisième année consécutive de ralentissement pour l'économie mexicaine. L'économie mexicaine a ainsi connu sa plus faible croissance annuelle depuis 2013. Les composantes les plus dynamiques de l'activité économique viennent du secteur tertiaire (commerce et services) qui a crû de 2,8% sur l'année. Les secteurs agricole et industriel ont augmenté respectivement de 2,4% et 0,2%.

La croissance du PIB sur le T4 a atteint 1,7% en g.a. après 2,5% g.a. au T3 2018, une croissance de seulement 0,2% en g.t. et en dessous de l'estimation des marchés à 1,8% g.a. Les services ont crû plus faiblement qu'au T3 (2,7% vs. 3,1% au T3) et le secteur industriel a décliné de 1,1% alors qu'il avait crû de 1,1% au T3.

L'indicateur mensuel d'activité économique a stagné en décembre en g.a. (0,04%), soit une baisse importante par rapport à son niveau de novembre (1,8% g.a.). La stagnation de l'activité économique en décembre est attribuable à une forte décélération des services (0,9% g.a. vs. 3,1% g.a. en novembre) et à une forte chute de l'industrie (-2,5% g.a. vs. 1,2%).

La Banque centrale du Mexique revoit ses prévisions de croissance du PIB pour 2019 à la baisse, entre 1,1% et 2,1%, 6 décimales en-deçà de sa prévision de décembre 2018. Le Gouverneur de Banxico, Alejandro Díaz de León, justifie cette correction par les événements récents internes comme la pénurie de carburants, les grèves, blocages et autres conflits sociaux et par un environnement international toujours incertain (ratification de l'accord USMCA, protectionnisme mondial, volatilité des marchés, ralentissement global,...).

L'activité commerciale de détail au Mexique a baissé de 1,3% g.a. en décembre (-3,2% g.t.). L'activité commerciale de gros a crû de 2,6% g.a. (-2,3% g.t.). Il s'agit de la chute de l'activité de détail la plus forte en 6 ans.

Sur la première quinzaine du mois de février 2019, l'inflation a atteint 3,89% en g.a, compris dans l'intervalle cible de la Banque centrale (3% ± 1 pt) pour la première fois depuis janvier 2017. L'indice non sous-jacent qui a enregistré une baisse de 1,15% sur la quinzaine permet d'expliquer cette réduction de l'inflation. L'indice a enregistré une hausse de 5,15% en g.a. L'indice sous-jacent a quant à lui crû de 0,26% sur la quinzaine et de 3,51% en g.a.

La balance commerciale enregistre un déficit de 4,81 Mds USD en janvier 2019 (vs. 4,42 Mds USD en janvier 2018). Les exportations ont crû de 5,6% g.a, les importations de 6,0% g.a. Les économistes de ScotiaBank notent la croissance du commerce des biens de capital, signe d'une possible récupération de l'investissement privé en début d'année.

Après près d'un mois sans protection, le Ministère de l'Economie a décidé de réactiver des droits de douanes de 15% sur les importations d'acier en provenance de pays avec lesquels le Mexique ne dispose pas d'accord commercial, notamment la Chine. Depuis 2015, le Mexique applique de tels tarifs sur les importations d'acier pour protéger son industrie du métal chinois, dont le prix d'importation est inférieur à celui du marché national.

Le taux de chômage a légèrement baissé en janvier, atteignant 3,49% en termes dessaisonnalisés (vs. 3,56% en décembre 2018). Le taux de la population active en emploi précaire et le taux d'informalité ont légèrement diminué, à 6,74% et 56,59% vs. 7,18% et 56,76% respectivement en décembre.

Le déficit de la balance courante s'est creusé en 2018 à 22,2 Mds USD (1,8% du PIB), contre 19,4 Mds USD en 2017 (1,7% du PIB). Les flux d'investissements directs étrangers ont contribué à compenser ce déficit, en atteignant 24,7 Mds USD sur l'année. Alors que les investisseurs étrangers sont attirés par les taux élevés du Mexique (considérés comme les plus attractifs des pays émergents après l'Argentine et la Turquie), les investisseurs locaux préfèrent investir à l'extérieur : les sorties de capitaux ont représenté 9,5 Mds USD en 2018.

Les réserves internationales maintiennent leur croissance et atteignent leur meilleur niveau depuis 2016. La croissance des réserves de 193 M USD sur la 4^{ème} semaine de février (après 2 semaines à la baisse) permet l'atteinte d'un niveau de réserves de 175,69 Mds USD. L'augmentation du niveau de réserves est due à une variation positive de la valorisation des actifs de Banxico.

Les moins-values réalisées par les fonds de pensions mexicains (Afores) sur la fin de l'année 2018 ont été récupérées depuis le début de 2019, selon le Président du Conseil National du système d'épargne retraite (Consar).

Selon l'Association des Banques du Mexique (ABM), la concurrence au sein du secteur bancaire a permis de minimiser la hausse des taux d'intérêts pour les consommateurs. Alors que depuis 2015, le taux directeur de la Banque centrale est passé de 3% à 8,25%, le taux d'intérêt moyen de l'ensemble des instruments de crédit n'a augmenté que de 1,6 point de pourcentage, de 11,5% à 13,1%. L'ABM se félicite également de la qualité de crédit, avec en 2018 un taux de défaut moyen relativement bas, à 2,1% (comme en 2017).

Les opérations des banques de développement mexicaines sont paralysées selon une enquête du quotidien mexicain *El Universal*, notamment celles liées à l'approbation des demandes de crédit. La paralysie est liée à la fin des contrats de nombreux cadres intermédiaires et à l'incertitude salariale. 300 chefs de pôles de Banobras, Nafin et Bancomext, les 3 plus grandes banques de développement ont quitté leurs fonctions.

L'objectif de la Commission de Défense des Usagers de Services Financiers (Condusef) au cours du sexennat sera la bancarisation de 12 M de nouveaux usagers. 9 M devraient être incorporés au secteur bancaire via la mise en place de nouveaux transferts sociaux et via la nouvelle initiative permettant la bancarisation des mineurs. 30 M de Mexicains sont aujourd'hui bancarisés.

Selon l'ex Sous-Procureur de la République, Jorge Lara Rivera, le blanchiment d'argent au Mexique atteint 50 Mds USD par an. Il estime qu'entre 200 et 300 Mds USD issus du crime organisé, de la fraude fiscale et de la corruption ont été blanchis pendant le sexennat d'Enrique Peña Nieto. Il a regretté le manque de mesures prises par l'administration précédente pour combattre le blanchiment d'argent.

En janvier 2019, la production de PEMEX en pétrole brut n'atteint que 1,6 millions de barils par jour, son plus bas niveau depuis 30 ans, soit une baisse de 16% par rapport à janvier 2018. La chute de la production du plus grand gisement du pays, Cantarell, qui est passée de plus de 1 million de barils par jours à moins de 200 000 en une décennie ainsi que le manque d'investissements orientés vers l'exploration de nouveaux gisements expliquent la faible performance de l'entreprise pétrolière d'Etat.

La Commission Fédérale d'Electricité (CFE) lance un plan d'austérité afin de réduire les passifs de l'entreprise, qui s'élèvent à 60 Mds USD. Parmi les mesures annoncées, la CFE prévoit notamment des négociations avec ses sous-traitants privés qui vendent l'énergie ou transportent le gaz afin de réduire leurs marges et une hausse de ses prix de vente.

Finances publiques

L'administration fiscale (SAT) a effectué moins de remboursements aux contribuables en 2018, pour un montant de 23,8 Mds USD contre 27,1 Mds USD en 2017. La taxe sur la valeur ajoutée (IVA) a été l'impôt le plus remboursé par le fisc mexicain (90% du total).

Moody's, qui est l'agence de notation qui note le mieux le Mexique (A3, stable), avertit que le plan de sauvetage de PEMEX pourrait avoir des conséquences négatives sur la note souveraine du pays à moyen terme. Même si la situation fiscale du pays reste robuste, un appui public à PEMEX pourrait entraîner une augmentation de la dette publique de 5% du PIB à trois ou quatre ans.

Sur l'intégralité de l'année 2018, les pertes nettes de PEMEX atteignent 7,7 Mds USD, malgré une croissance de 20 % de ses revenus.

Le Président de la République a assuré que la politique de stimuli fiscaux destinés à l'art et à la culture prendrait fin, celle-ci étant associée à des « dépenses superflues ». Les musées sont notamment concernés.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 27/02/2019
Bourse (IPC)	+0,3%	-9,7%	43311,18 points
Taux de change USD/Peso	-0,3%	+1,8%	19,17 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+0,0%	-5,1%	21,79 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-2,1%	+5,1%	58,40 USD

Au T3 2018, les exportations de l'Amérique centrale ont atteint 23,7 Mds USD, soit une augmentation de 0,8% (g.a.). 30% des exportations étaient destinées au marché d'Amérique centrale, les 70% restants vers des partenaires tiers. Les importations de la région sur le trimestre se sont chiffrées à 54,6 Mds USD, soit une augmentation de 6,5% (g.a.). 14% des importations de l'Amérique centrale proviennent du marché infrarégional.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Dans le but de poursuivre et renforcer la réforme fiscale, le FMI recommande au Costa Rica d'augmenter ses impôts. Parmi les recommandations de l'institution, figurent une augmentation de la TVA (de 13% à 15%) et des impôts sur la propriété ainsi que la réduction du seuil d'exonération de l'impôt sur le revenu.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

La Banque centrale du Guatemala (Banguat) a revu à la hausse son chiffre de croissance pour 2018 à 3,1% (contre 3% précédemment), et prévoit une croissance de 3,4% pour 2019. Le comportement du crédit au secteur privé, les dépenses publiques, les importations et les *remesas* expliquent la hausse de la croissance.

Le déficit commercial du pays en 2018 dépasse 8,7 Mds USD, selon Banguat. Les exportations, en légère croissance par rapport à 2017 (+0,3%), ont généré plus de 11 Mds USD. Les Etats-Unis sont le principal client du pays (35,4% des exportations), suivis par la zone Amérique centrale (30,5%). Les importations du Guatemala ont atteint 19,7 Mds USD dont 38% en provenance des Etats-Unis.

L'entreprise coréenne Sae-A Trading Co investira sur 3 ans près de 400 M USD pour la construction d'un complexe industriel de haute technologie pour le secteur textile. L'investissement prévu pourrait générer plus de 1 500 nouveaux emplois. L'entreprise coréenne, déjà présente au Guatemala, souhaite davantage bénéficier de l'atout géographique du Guatemala pour exporter ses produits vers les Etats-Unis.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

La Banque Mondiale a annoncé vouloir apporter 150 M USD au programme Proyecto de Competitividad Rural (Comrural), qui a pour objectif d'accroître la productivité et la compétitivité des petits producteurs agricoles du pays. Le programme prévoit notamment des conseils dans la mise en œuvre de plans d'affaires contribuant à l'amélioration et à une hausse de la valeur ajoutée des produits des petits exploitants. Plus de 7 200 producteurs de cacao honduriens bénéficient du programme Comrural.

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a annoncé l'ouverture d'une ligne de crédit de 15 M USD à la Banque de Développement Rural (Banrural Honduras), principalement pour renforcer les micros, petites et moyennes entreprises ainsi que pour stimuler le commerce extérieur. L'objectif recherché est une plus grande inclusion financière des communautés rurales à faibles revenus.

Le déficit commercial du Honduras s'est creusé de 19% (g.a) en 2018, atteignant 6,1 Mds USD contre 5,1 Mds USD en 2017. Les exportations ont diminué de 3%, à 4,4 Mds USD, principalement à cause de la baisse des cours des matières premières (café, sucre, huile de palme...). Les importations ont atteint 10,5 Mds (+8,4% par rapport à 2017). Les Etats-Unis sont le premier client (35,3% des exportations) et le premier fournisseur (42,2% des importations) du Honduras.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

La Banque d'Export-Import de Taiwan accorde un prêt de 100 M USD au Nicaragua sur une durée de 20 ans pour aider le gouvernement nicaraguayen à financer son budget face à la crise qui secoue actuellement le pays. Ce prêt a été ratifié d'urgence par le Parlement nicaraguayen. Le gouvernement est cette année confronté à un déficit budgétaire qui dépasse 300 M USD. Le taux de croissance du pays a diminué de -4% (g.a) en 2018 et devrait, d'après le think-tank Fundación Nicaragüense para Desarrollo Económico y Social (Funides), chuter de -7% à -11% en 2019.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

En 2018, les exportations panaméennes ont totalisé 672 M USD, soit une augmentation de 2% par rapport à 2017. Cette augmentation est tirée par les exportations de bananes (+5% g.a.) et de bois (+14%).

L'activité de la bourse panaméenne a crû de 14,6% en 2018. 6,1 Mds USD ont été négociés en 2018 sur la bourse de Panama (BVP) contre 5,3 Mds USD en 2017. Le chiffre d'affaires de 2018 représente 9,5% du PIB, selon les estimations du Ministère de l'Economie et des Finances.

La Commission Européenne a inclus le Panama dans une liste de 23 pays répertoriés comme territoires dotés de mesures et de contrôles laxistes contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Cette décision pourrait augmenter le coût de fonctionnement des banques étrangères dans le pays, selon Moody's.

En 2018, le gouvernement a dépensé 3,9 Mds USD pour le salaire des fonctionnaires, soit 8% de plus qu'en 2017. Cette augmentation est liée aux augmentations de salaires enregistrées au cours de l'année.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

La start-up salvadorienne Hugo App, spécialisée dans la livraison à domicile et concurrente d'Uber Eats, devient la première "licorne" d'Amérique centrale (valorisation à plus de 1 Md USD). La start-up a en effet levé d'importants capitaux d'investisseurs de renommée mondiale tels que Pipedrive, Skype, Spotify ou Taxify. Lancée au Salvador il y a plus d'un an et demi, elle s'est implantée au Guatemala, au Costa Rica puis au Honduras en 2018 et devrait intégrer 4 nouveaux pays d'Amérique Latine en 2019.

Suite à la résiliation par le Salvador de l'accord commercial avec Taiwan, l'Assemblée législative a créé une commission spéciale chargée d'enquêter sur la légalité de la dissolution de cet accord. Certains hommes d'affaires du secteur sucrier salvadorien avaient précédemment formé un recours en constitutionnalité, dénonçant une résiliation « brusque et sans consultation ».

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

Près de 1 900 L de carburants ont été saisis à la frontière entre Haïti et la République Dominicaine par les militaires dominicains. La RD avait préalablement militarisé les stations-services à la frontière afin d'empêcher le transport illégal de carburants. Les flux de contrebande de carburant à destination d'Haïti ont augmenté depuis la paralysie du réseau routier lié aux manifestations anti-gouvernementales ayant causé des pénuries de produits de base (notamment de carburants).

Air Canada, Air Transat, JetBlue et Delta ont suspendu ou fortement réduit leurs vols à destination d'Haïti. D'autres compagnies aériennes réfléchissent également à la prise de mesures similaires. Toutes mettent en avant les troubles socio-économiques et politiques que connaît actuellement le pays.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La Banque centrale prévoit une poursuite de la croissance pour 2019, sur la base d'indicateurs et de résultats mettant en avant une reprise de l'économie, et notamment la baisse du taux de chômage, à 8,7% en octobre 2018 vs. 10,4% à la même période en 2017.

Selon Moody's, la récupération des actions vénézuéliennes (49%) dans la raffinerie publique PetroJam par les autorités jamaïcaines ne devrait pas affecter la note créditrice du Gouvernement, actuellement à B3 avec perspectives positives. L'agence de notation a toutefois indiqué qu'elle suivait de près les développements de l'opération.

PetroJam a perdu 100 M USD de valorisation entre 2006 et 2018, soit 71% selon la Ministre des Sciences, de l'Énergie et des Technologies. En 2018, la Ministre a indiqué que PetroJam était valorisée à 34 M USD.

Le lancement de l'Association des entreprises chinoises en Jamaïque a été saluée à la fois par les autorités et par l'opposition. L'Ambassadeur chinois en Jamaïque a indiqué que les membres de cette association (16 entreprises) avaient investi plus de 2 Mds USD dans l'économie jamaïcaine, dans 50 projets et créant plus de 10 000 emplois.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le Président a annoncé qu'il mettra prochainement en marche le programme « Premier Emploi », en coopération avec le secteur privé pour 5 000 jeunes (femmes en priorité). Le Gouvernement subventionnera les 3 premiers mois de salaires pour des contrats de 2 ans minimum.

L'indice mensuel de l'activité manufacturière a connu une croissance historiquement forte de 8% (g.a.) en janvier, passant de 57% à 65%.

La Banque centrale mettra en place les recommandations du Fonds Monétaire International (FMI) pour la publication des principales données macroéconomiques sur son site internet. La RD a reçu, en novembre 2018, la visite des équipes techniques du FMI qui ont approuvé la mise en place de cette recommandation.

La nouvelle loi contre le commerce illégal devrait permettre à l'État de récupérer au moins 29,6 M USD (1,5 Md DOP) chaque année, selon le Conseil National des commerçants et entrepreneurs de RD (Conacerd). L'industrie nationale devrait également bénéficier de cette mesure, via la récupération de 69,1 M USD (3,5 Mds DOP) aujourd'hui concernés par la contrebande.

Les autorités ont indiqué que la productivité du travail avait crû de 4,32 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2017, lors de l'inauguration du 1^{er} indice national de productivité.

La République Dominicaine prévoit de recevoir 8,5 M de touristes en 2019, pour des revenus atteignant 8 Mds USD selon le vice-Ministre du tourisme. 7,6 M de touristes ont visité la RD en 2018, pour des revenus de 7,5 Mds USD.

Les prêts au secteur privé productif ont crû de 12,4% en 2018, selon le superintendant des banques dominicaines.

Sainte Lucie

2017 – PIB : 1,7 Mds USD | Pop : 178 844 hbts

Le Premier Ministre a inauguré les travaux de rénovation et de reconstruction de l'Aéroport international pour un montant de 175 M USD, financés au moins pour les 2/3 par Taïwan à un taux très favorable (1,5% sur 20 ans). Ce projet fait partie d'un plan ambitieux de développement touristique du sud de Sainte Lucie (« Pearl of the Caribbean ») pour un total de 3 Mds USD.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.